

*Article 31 du Règlement***MARTHE ASSELIN VAILLANCOURT**

**Mme Pierrette Ringuette—Maltais (Madawaska—Victoria, Lib.):** Monsieur le Président, je tiens à rendre hommage à Marthe Asselin Vaillancourt, de Jonquière, au Québec, l'une des récipiendaires du Prix du gouverneur général de 1995 en commémoration de l'affaire «personne».

Éducatrice, chargée de recherche et militante de base de longue date, Marthe Asselin Vaillancourt n'a jamais manqué d'améliorer la condition féminine.

• (1410)

Au fil des ans, elle a donné diverses conférences sur le harcèlement sexuel, la pornographie, l'égalité devant l'emploi et la violence conjugale.

Au sein de sa collectivité, elle a été l'âme et l'artisane de l'établissement d'un centre d'accueil pour femmes, et de l'élaboration, de concert avec la police provinciale du Québec, d'un projet pilote pour la lutte contre la violence faite aux femmes. De cette dernière initiative est né le Centre d'aide aux victimes d'actes criminels de Chicoutimi, dont elle est la directrice à l'heure actuelle.

Elle a été coprésidente du Comité canadien de la violence faite aux femmes à l'échelle nationale, qui a réalisé la première étude nationale au monde sur ce grave problème social.

\* \* \*

**LA CAMPAGNE RÉFÉRENDAIRE**

**M. Mauril Bélanger (Ottawa—Vanier, Lib.):** Monsieur le Président, les Québécoises et les Québécois seront privés d'assister à un débat télévisé entre les présidents du comité du oui et du comité du non, dans le cadre de l'actuelle campagne référendaire.

Le consortium formé de différents télédiffuseurs a annoncé que les délais requis pour l'organisation d'un tel événement ne peuvent être rencontrés et que, par conséquent, le débat n'aura pas lieu.

Malgré les appels répétés du camp du non en faveur de la tenue d'un tel débat, et malgré toutes les concessions qui ont été consenties, le camp du oui refuse toujours de débattre des questions de fond devant la population.

Après que le camp du oui ait réussi à faire avorter le débat télévisé, voici maintenant qu'il retire le chef du Bloc québécois de la Chambre des communes pour lui éviter d'avoir à défendre ses déclarations au sujet du projet de séparation.

Tout comme le camp séparatiste dit non aux débats et à la divulgation d'information, les Québécois et les Québécoises diront non le 30 octobre au projet séparatiste.

**LA CAMPAGNE RÉFÉRENDAIRE**

**Mme Pierrette Venne (Saint-Hubert, BQ):** Monsieur le Président, le chef de l'opposition a eu l'occasion ce matin, en compagnie de M<sup>me</sup> Françoise David, présidente de la Fédération des femmes du Québec, d'expliquer les propos qu'il a tenus en fin de semaine.

Pour le camp du changement, il est impératif d'aider les parents à concilier le travail et les responsabilités familiales. Il n'est pas question de pousser les familles à avoir plus d'enfants qu'ils n'en veulent.

Dans un Québec souverain, il est question de congés parentaux mieux rémunérés, d'accroissement des services à la petite enfance, d'accroissement des places en garderie, d'horaires de travail plus flexibles.

Les femmes du Québec ne veulent pas servir de diversion. Les Québécoises et les Québécois veulent discuter du vrai débat, pas assister à une campagne de salissage contre un homme intègre qui n'a rien de raciste ni de sexiste.

\* \* \*

[Traduction]

**LA JUSTICE**

**Mme Diane Ablonczy (Calgary—Nord, Réf.):** Monsieur le Président, à maintes reprises à la Chambre, les réformistes ont essayé de faire comprendre au gouvernement libéral que les Canadiens veulent que leur sécurité, et celle de leur famille, soit la priorité numéro un de notre système de justice.

Dans deux jours, jeudi soir, lors d'un rassemblement à l'auditorium municipal d'Oshawa, des centaines d'Ontariens viendront réitérer le message réformiste selon lequel les droits des citoyens respectueux des lois doivent avoir préséance sur ceux des criminels.

Le chef du Parti réformiste, Preston Manning, accompagné des porte-parole en matière de justice, les députés de Calgary—Nord—Est, de Crowfoot et de Wild Rose, exposera le plan clair et sensé que proposent les réformistes pour modifier rigoureusement et efficacement le système de justice du Canada.

Les Canadiens en ont assez de devoir vivre et envisager l'avenir en regardant derrière, par-dessus leurs épaules, plutôt que droit devant, en toute confiance.

Le Parti réformiste s'engage à adopter de solides mesures pour assurer un bel avenir à notre pays. J'invite tous les Canadiens à examiner ce que nous proposons et à nous donner leur appui.